

terpellation sur les incidents de la manifestation paysanne de Lille [3 février 1955] (p. 660). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *M. Laniel et les paysans, la chute de M. Mendès-France et l'Afrique du Nord, Bao-Daï* [18 février 1955] (p. 814, 815); — à la discussion d'une proposition de loi relative au statut du personnel communal, Art. 3 : *Son amendement (Création d'une caisse d'assurances pour la longue maladie et le capital décès)* [24 novembre 1955] (p. 5987).

DUCHET (M. Roger), Sénateur.

Secrétaire d'Etat aux Travaux publics

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 4 octobre 1951;

Ministre des P. T. T.

(Cabinet PLEVEN)

du 4 octobre 1951 au 20 janvier 1952;

Ministre des P. T. T.

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952;

Ministre des P. T. T.

(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953;

Ministre des P. T. T.

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953;

Ministre de la Reconstruction et du Logement

(2^e Cabinet Edgar FAURE)

depuis le 23 février 1955.

Dépôts :

Le 20 mai 1952, un projet de loi fixant le régime applicable à la correspondance postale, télégraphique et téléphonique dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 3397. — Le 20 mai 1952, un projet de loi portant organisation des services postaux des valeurs à recouvrer et des envois contre remboursement, n° 3427. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi modifiant la loi du 17 novembre 1941 relative au service des Comptes courants

et chèques postaux et la loi n° 49-1093 du 2 août 1949 relative à la publicité des protêts, n° 4328.

Interventions :

Est nommé : *Secrétaire d'Etat aux Travaux publics, aux Transports et au Tourisme* (Cabinet PLEVEN) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747); *Ministre des P. T. T.* (Cabinet PLEVEN) [4 octobre 1951] (*J. O.* du 5 octobre 1951, p. 10139).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; P. T. T. : *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Coutant* [15 novembre 1951] (p. 8062, 8063); Chap. 1000 : *Amendement de M. Dorey tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Situation du personnel)* (p. 8064); Chap. 1010 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Création de postes nouveaux)* (p. 8065); Chap. 3060 : *Amendement de M. Cayeux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aménagement des locaux (Bureau de tri du 6^e arrondissement à Paris)* (p. 8066); Chap. 4010 : *Amendement de M. Coutant tendant à rétablir les subventions aux sociétés de secours mutuels* (p. 8067); *Amendement de M. Rollin tendant à réduire les crédits pour les prestations facultatives (Cantines des P. T. T.)* (p. 8067); Chap. 1000 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire les crédits pour l'administration centrale (Octroi d'une prime de fin d'année au personnel)* (p. 8068, 8069); *Discussion générale* [23 décembre 1951] (p. 9663); Chap. 1000 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Création d'emplois)* (p. 9663); *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Principat des facteurs)* (p. 9663, 9664); *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Intégration des commis et surveillants)* (p. 9665); Chap. 1030 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services communs spéciaux (Reclassement des ouvrières)* (p. 9665); *Amendement de M. Draveny tendant à réduire de 1.000 francs*

les crédits de ce chapitre (*Transformation d'emplois d'ingénieurs*) (p. 9666); Chap. 1040 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services postaux spécialisés (Réforme des cadres ouvriers)* (p. 9667); Chap. 1050 : *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des chèques postaux (Contrôleurs d'installations)* (p. 9667); Chap. 1060 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des télécommunications (Conducteurs d'auto et principalat des agents des lignes)* (p. 9668); *Amendement de M. Dufour tendant à rétablir les crédits pour ce service (Suppression d'emplois d'agents des lignes)* (p. 9669); *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des télécommunications (Réforme du service des lignes)* (p. 9670); *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Cession du câble Brest-Dakar à une compagnie étrangère)* (p. 9670); Chap. 1080 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (Personnel auxiliaire)* (p. 9671); Chap. 1110 : *Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Indemnités de chaussures et bicyclette)* (p. 9672); *Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs le crédit de ce chapitre (Indemnité de repas)* (p. 9673); *Amendement de M. Furaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Recrutement des agents d'exploitation)* (p. 9674); Chap. 1140 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les retraites du personnel (Anciens ouvriers des Compagnies de transports postaux)* (p. 9676); Chap. 6090 : *Amendement de M. Cayeux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux d'établissement (Expropriation, rue de Rennes à Paris)* (p. 9676); *Amendement de M. Mazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux d'établissement (Bureaux de postes de campagne)* (p. 9676, 9677); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Déficit du budget des P. T. T. et revendications des postiers)* (p. 9677 et suivantes). — Répond à une question de M. Barthélemy relative aux déplacements d'office d'agents des postes, télégraphes et téléphones [23 novembre 1951] (p. 8455) — Donne sa démission de *Ministre*

des P. T. T. [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES : *Discussion générale (Observations sur les tarifs des P. T. T., les relations avec le public, les améliorations techniques, les relations téléphoniques interurbaines)* [14 novembre 1952] (p. 5129, 5130); *Motion préjudicielle de M. Barthélemy demandant l'intégration des agents d'exploitation dans le cadre des contrôleurs* (p. 5130, 5131); Etat A, Chap. 0010 : *Service des bons et obligations (Développement des télécommunications, cession d'un local à l'A. F. P., place de la Bourse)* (p. 5133); Chap. 0700 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les pensions (Agents de la Compagnie des automobiles postales)* (p. 5133); Chap. 1000 : *Amendements de MM. Coutant et Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Plantons des P. T. T., indemnités de suppléance, hôtel des Postes de Saint-Nazaire, société Radio-France)* (p. 5135); Chap. 1010 : *Amendement de M. Draveny tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel des directions (Directeurs régionaux des télécommunications)* (p. 5137); Chap. 1020 : *Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux mixtes (Principalat des facteurs)* (p. 5138); *Amendements de MM. Barthélemy, Benoît, Coutant, Gabelle, Godin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux mixtes (Surveillantes féminines, principalat des facteurs, intégration des agents d'exploitation dans le corps des contrôleurs)* (p. 5139); Chap. 1030 : *Amendement de M. Coutant tendant à renvoyer à la commission le chapitre relatif aux services communs spéciaux (réforme des lignes et réseaux téléphoniques)* (p. 5141); Chap. 1050 : *Amendement de M. Gabelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des*

Chèques Postaux (Employés faisant fonction d'un grade supérieur) (p. 5142); Chap. 1060 : *Services des télécommunications (Candidats au téléphone)* (p. 5142); *Amendement de M. Godin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des télécommunications (Réforme du service des lignes)* (p. 5143); Chap. 1080 : *Amendement de M. Furaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire des services extérieurs (Receveurs des petits bureaux)* (p. 5143); Chap. 1090 : *Amendement de M. Furaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de remplacement (Recrutement d'employés par les receveurs directeurs de petits bureaux)* (p. 5144); Chap. 1110 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Travail de nuit des postiers)* [15 novembre 1952] (p. 5254); Chap. 1120 : *Indemnités éventuelles (Reclassement des inspecteurs du corps de contrôle)* (p. 5254); *Amendement de M. M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités éventuelles (Indemnité forfaitaire pour travaux dangereux)* (p. 5255); Chap. 3130 : *Demande de rétablissement des crédits pour le transport des correspondances (Rétribution des transports par la S. N. C. F.)* (p. 5256); *Amendements de MM. Penoy, Coutant et Lamps tendant à rétablir les crédits pour les prestations facultatives (Œuvres sociales)* (p. 5257); Chap. 6090 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le financement des travaux d'établissement (Logement des fonctionnaires des P. T. T. à Paris)* (p. 5258); *Explications de vote sur l'ensemble (Excédent de recettes de 6 milliards)* (p. 5259). — Donne sa démission de Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones (Cabinet Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Est nommé *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1953; P. T. T.; Caisse d'épargne : *Discussion générale (Observations sur le développement du réseau téléphonique et service de nouveaux abonnés)* [23 janvier 1953] (p. 229 et suiv.); Etat A, Chap. 5300 : *Amendement de M. Gazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bâtiments (Construction*

d'une nouvelle poste à Suresnes) (p. 231); *Demande de rétablissement des crédits pour les bâtiments (Reconstruction du centre de tri de Mâcon à Chalon)* (p. 231); Chap. 5320 : *Amendement de M. Gazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux téléphoniques (Centraux de Charlebourg et Maillot)* (p. 231); Article additionnel : *Amendement de M. Bichet tendant à créer un comité mixte permanent pour le développement des commutations automatiques* (p. 233); Art. 1^{er} bis : *Demande de disjonction de l'article bloquant 1.400 millions en vue de l'installation de postes téléphoniques satellites d'immeubles* (p. 233, 234); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} A : *Création d'un comité mixte pour le développement des procédés de commutations automatiques* [3 février 1953] (p. 876); Art. 3, Chap. 5300 : *Amendement de M. Mazuez tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour l'équipement de bâtiments (Transfert du centre de tri de Mâcon à Chalon-sur-Saône)* (p. 877). — Répond à une question : de M. Boutavant relative au tarif préférentiel des périodiques [27 février 1953] (p. 1449, 1450); — de M. A. Lenormand relative aux dommages mobiliers subis par certains réfugiés [27 février 1953] (p. 1451). — Donne sa démission de *Ministre des Postes, Télégraphes, Téléphones* [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770). — Est nommé *Ministre de la Reconstruction et du Logement* (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : en seconde lecture, du projet de loi tendant à indemniser les commerçants, industriels et artisans sinistrés de la perte de leur droit au bail, Art. 5 : *Unité de juridiction* [22 mars 1955] (p. 1824); — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative aux loyers des H. L. M., Art. 3 : *Amendement de M. Bullanger (Majorations autorisées)* [22 mars 1955] (p. 1827). — Est entendu sur la demande de fixation immédiate de la date de discussion de l'interpellation de M. R. Schmitt sur la politique de construction du Gouvernement [23 mars 1955] (p. 1871, 1872). — Prend part à la discussion : en seconde lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE

LA RECONSTRUCTION pour 1955, Art. 3 : *Réparation des dommages de guerre* [25 mars 1955] (p. 1953); Etat D, ligne 3 : *Amendement de M. Coudray (Abattement pour usure normale)* (p. 1953); Art. 4 : *Loyers des constructions provisoires, achat de dommages par les communes, décret concernant les avances* (p. 1956); Art. 12 : *Constructions d'H.L.M. à Paris* (p. 1958); Art. 13 bis A : *Sa demande de disjonction (Logements inoccupés construits avec l'aide de l'Etat)* (p. 1959); Art. 18 : *Amendement de M. Coudray (Reclassement du personnel licencié)* (p. 1962); Art. 18 bis : *Achat de dommages de guerre* (p. 1963); — d'une proposition de loi relative à la législation sur les dommages de guerre, Art. 8 : *Indemnisation pour les fondations exceptionnelles nécessitées par l'état du sol ou les règles de l'urbanisme* [26 juillet 1955] (p. 4291); Art. 10 : *Mutation d'un bien sinistré et du droit à indemnité* (p. 4298). — Répond à une question orale : de M. Garet relative au Règlement des sinistrés mobiliers [18 novembre 1955] (p. 5856, 5857); — de M. Bouxom relative au relogement des familles expulsées [18 novembre 1955] (p. 5857). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle [29 novembre 1955], la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée, en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1^{er} décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675).

DUCLOS (M. Jacques), Député de la Seine [6^e Circonscription], (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre titulaire de la Commission des finances [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre

des mesures d'amnistie pour le 14 juillet, **n° 97**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à porter la retraite des vieux travailleurs salariés au taux unique de 72.000 francs par an, **n° 108**. — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à garantir et codifier la propriété foncière africaine en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, **n° 356**. — Le 10 août 1951, une proposition de loi tendant : 1^o à instituer un abattement à la base égal au minimum vital pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (taxe proportionnelle et surtaxe progressive); 2^o à atténuer, pour les petits et moyens revenus, la progressivité de la surtaxe, **n° 658**. — Le 11 août 1951, une proposition de loi tendant à instituer au Cameroun et au Togo des assemblées territoriales conformes à la Constitution, **n° 687**. — Le 11 août 1951, une proposition de loi tendant à instituer en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française des assemblées territoriales conformes à la Constitution, **n° 688**. — Le 18 septembre 1951, une proposition de loi tendant : 1^o à accorder l'amnistie à tous les démocrates d'outre-mer condamnés en raison de leur participation à la lutte anticolonialiste de leur peuple; 2^o à la cessation des poursuites envers tous les démocrates d'outre-mer emprisonnés préventivement ou poursuivis pour les mêmes motifs, **n° 1126**. — Le 18 septembre 1951, une proposition de loi tendant à porter la retraite des vieux travailleurs salariés au taux unique de 96.000 francs par an, **n° 1140**. — Le 13 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 16 janvier 1952 la date de paiement des impôts directs exigibles le 16 novembre 1951, **n° 1516**. — Le 6 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives, et à permettre la libre discussion des salaires entre employeurs et salariés dans la profession de la boulangerie, **n° 1861**. — Le 11 décembre 1951, une proposition de loi tendant à relever le plafond prévu à l'article 154 du Code général des impôts pour la déduction du salaire du conjoint de l'exploitant pour la détermination des bénéfices industriels et commerciaux et des bénéfices des professions non commerciales, **n° 1957**. — Le 14 décembre 1951, une proposition de loi tendant à abroger le